

## Pas facile, le chemin qui mène à l'Empire\*

par Giovanni Arrighi

**C**onstruire des empires semble retrouver un certain intérêt en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Le but de cet article est d'examiner ce regain d'intérêt à la lumière du schéma d'interprétation proposé dans *The Long Twentieth Century* (Arrighi 1994) et dans *Chaos and Governance in the Modern World System* (Arrighi et Silver 1999). Après avoir résumé les principaux éléments de ce schéma, j'examinerai les ambitions impériales actuelles des États-Unis en analysant leur dépendance croissante par rapport au capital étranger pour étayer leur place centrale dans l'économie politique globale. Les États-Unis, dans leurs tentatives d'utiliser une suprématie militaire apparemment sans égale pour éviter le déclin économique, connaissent néanmoins de sérieux problèmes. L'article analyse ces problèmes et conclut en reprenant les assertions contenues dans *The Long Twentieth century* et *Chaos and Governance* à la lumière des tendances et des événements récents.

### I. Après l'hégémonie des États-Unis

Un nombre surprenant de lecteurs a prêté à *The Long Twentieth Century* deux affirmations qui n'y figurent pas. L'une d'elles étant, selon les termes de Michael Hardt et Antonio Negri, que : « dans le contexte de l'argument cyclique d'Arrighi, il est impossible d'identifier une rupture du système, un paradigme

---

\* Ce texte est une version remaniée d'une conférence donnée au colloque « *The Triad as Rivals ? U.S., Europe and Japan* », Université Georgetown, Washington D.C., 25 et 26 avril 2003. À paraître dans Faruk Tabak ed., *Triadic Competition ? U.S., Europe and Japan*, Paradigm Press, Boulder, Colorado, 2004.

---

*de passage, un événement. Au lieu de cela, tout doit toujours revenir, et l'histoire du capitalisme devient ainsi l'éternel retour du même* » (2000, p. 295)<sup>1</sup>. L'autre étant que le Japon était prêt à remplacer les États-Unis en tant que nouvelle puissance hégémonique, une affirmation qui rétrospectivement ne tient pas étant données la crise économique que le Japon traverse actuellement et la reprise de l'économie américaine dans les années 1990<sup>2</sup>.

En réalité, *The Long Twentieth Century* n'affirme rien de tout cela. Les quatre cycles systémiques de l'accumulation établis dans le livre – chacun d'entre eux consistant en une phase d'expansion matérielle et une phase d'expansion financière – n'empêchent pas de reconnaître des ruptures systémiques et des changements de paradigmes, ni ne décrivent l'histoire du capitalisme comme un éternel retour du même. Au contraire, ils montrent que les ruptures systémiques et les changements de paradigmes se produisent précisément quand le « même » (sous la forme d'expansions financières récurrentes à l'échelle du système) semble revenir. De plus, en comparant des périodes successives de retour/rupture, le livre montre comment le moteur d'une expansion restructurante et renouvelée a changé avec le temps, ce qui fait que, sur des points clés, la crise actuelle et l'expansion financière s'avèrent inédites.

La nouveauté sur laquelle *The Long Twentieth Century* insiste, c'est la bifurcation sans précédent de la puissance financière et de la puissance militaire.

Ce qui est nouveau dans la configuration actuelle du pouvoir, c'est que le Japon a si bien réussi en se spécialisant dans la recherche du profit dans la région est-asiatique et en laissant les États-Unis se spécialiser dans la recherche du pouvoir mondial... jusqu'à arracher à

---

<sup>1</sup> Pour la critique la plus récente dans la même ligne de pensée, voir Detti (2003, p. 551-552).

<sup>2</sup> Plus récemment, Benigno (2003, p. 557) et Maione (2003, p. 564-565). Voir aussi Hardt (1996).

l'Ouest l'un des deux ingrédients les plus importants de ses succès depuis cinq siècles : le contrôle sur les surplus du capital. Parce que chacun des cycles successifs de l'accumulation qui a fait la fortune de l'Ouest a eu comme prémisses la formation de blocs territorialistes-capitalistes toujours plus puissants, des blocs d'organisations d'affaires et d'organisations gouvernementales dotés de moyens plus considérables que le bloc précédent pour élargir ou approfondir l'envergure spatiale et fonctionnelle de l'économie mondiale capitaliste. La situation aujourd'hui est telle que ce processus évolutif a atteint ou est sur le point d'atteindre ses limites. (Arrighi 1994, p. 353-354).

Le processus évolutif qui sous-tend la récurrence des expansions matérielles et financières approche de ses limites parce que *« les capacités de faire les états et la guerre (state-and-war-making) des centres traditionnels de pouvoir de l'Occident capitaliste sont poussées si loin qu'elles ne peuvent continuer à augmenter que par la formation d'un empire mondial vraiment global. »* Et cependant la *« réalisation [d'un tel empire] requiert le contrôle sur les sources les plus prolifiques du surplus de capital mondial – sources qui se trouvent à présent en Asie de l'est »*. Il n'était pas clair pour moi à l'époque – pas plus, nous le verrons, que ce n'est clair pour moi aujourd'hui – *« par quels moyens les centres traditionnels de pouvoir en Occident peuvent obtenir et conserver ce contrôle »* (Arrighi 1994, p. 354-355).

J'ai donc conclu en esquissant non pas un mais trois scénarios tout à fait différents de ce que pourraient être les résultats de la crise actuelle du régime d'accumulation des États-Unis.

D'abord, les vieux centres pourraient réussir à arrêter le cours de l'histoire du capitalisme. Le cours de l'histoire du capitalisme, depuis cinq siècles, c'est une succession d'expansions financières durant lesquelles s'est produit un changement de garde des sommets dirigeants de l'économie mondiale capitaliste. Ce résultat est présent tendanciellement aussi dans l'expansion financière actuelle. Mais cette tendance est contrée par l'importance même des « capacités de faire les états et la guerre » de la vieille garde qui pourrait bien être en position de s'approprier par la force, la ruse ou la persuasion le surplus de capital qui s'accumule dans les nouveaux centres, et ainsi mettre fin à

---

l'histoire du capitalisme en constituant un véritable empire mondial global. Deuxièmement, la vieille garde pourrait ne pas parvenir à arrêter le cours de l'histoire du capitalisme et le capital d'Asie de l'est pourrait en arriver à occuper une position de commande dans les processus de l'accumulation du capital. L'histoire du capitalisme continuerait alors, mais dans des conditions radicalement différentes de celles qui avaient cours depuis la formation du système interétatique moderne. La nouvelle garde qui dirige l'économie mondiale capitaliste n'aurait pas les capacités de faire l'état et la guerre qui, historiquement, ont été associées à la reproduction élargie de la couche capitaliste qui se trouve sur le dessus de la couche de marché de l'économie mondiale. Si Adam Smith et Fernand Braudel ont eu raison en affirmant que le capitalisme ne survivrait pas à une telle dissociation, alors...[le] [c]apitalisme... devrait mourir avec le pouvoir d'état qui a fait sa fortune à l'ère moderne et la couche sous-jacente de l'économie de marché devrait revenir à une certaine forme d'ordre anarchique. Finalement — pour paraphraser Schumpeter — avant que l'humanité ne suffoque (ou ne se prélassse) dans la prison (ou le paradis) d'un empire mondial post-capitaliste ou d'une société post-capitaliste de marché mondial, elle pourrait bien brûler dans les horreurs (ou les honneurs) de l'escalade de violence qui a accompagné la liquidation de l'ordre mondial de la Guerre froide. Dans ce cas, l'histoire du capitalisme s'achèverait aussi, mais en retournant toujours au chaos systémique qui l'avait vu naître il y a six cents ans et qui s'est reproduit sur une échelle toujours plus vaste à chaque transition. Est-ce que cela signifierait seulement la fin de l'histoire du capitalisme ou celle de toute l'histoire humaine, il est impossible de le dire (Arrighi 1994, p. 355-356).

Ces conclusions furent élaborées sur la base d'une recherche centrée presque exclusivement sur les relations état-capital dans le système capitaliste mondial centré sur l'Europe — et éventuellement sur les États-Unis. *Chaos and Governance* confirma l'importance de la bifurcation du pouvoir militaire et du pouvoir financier qui avait été identifiée dans *The Long Twentieth Century*. Mais en creusant le rôle des conflits sociaux et intercivilisationnels dans la configuration des transitions hégémoniques, on a ajouté de nouvelles dimensions importantes au diagnostic de la crise actuelle de l'hégémonie.

Pour ce qui concerne l'importance toujours avérée de la bifurcation entre le pouvoir militaire et le pouvoir financier, nous avons soutenu que l'incapacité de l'économie japonaise à se remettre du krach de 1990-1992 et la crise financière dans toute la région en 1997-1998 ne pouvaient suffire pour conclure que la montée de l'Asie de l'est avait été un mirage. Nous avons noté qu'au cours de transitions antérieures de l'hégémonie, ce furent les nouveaux centres émergents du processus d'accumulation du capital à l'échelle mondiale qui avaient connu les crises financières les plus profondes, quand leurs prouesses financières avaient devancé leur capacité institutionnelle à réguler les quantités massives de capital mobile affluant et refluant dans leurs juridictions. C'était vrai de Londres et de l'Angleterre à la fin du dix-huitième siècle et encore plus de New York et des États-Unis dans les années 1930. Personne n'utiliserait le krach de Wall Street en 1929-1931 et la grande dépression qui a suivi aux États-Unis pour prétendre que l'épicentre des processus globaux d'accumulation du capital ne soit *pas* passé du Royaume-Uni aux États-Unis dans la première moitié du vingtième siècle. On ne devrait pas non plus tirer des conclusions analogues à partir de la crise financière de l'Asie de l'est dans les années 1990 (Arrighi et Silver 1999, en particulier le chapitre 1 et la conclusion).

Néanmoins, dans les années 1990, l'expansion économique de la Chine, à des taux sans parallèle ni précédent pour un ensemble de taille démographique comparable, a continué au même rythme<sup>3</sup>. Nous avons par conséquent réduit l'impor-

---

<sup>3</sup> Qu'il suffise de mentionner que le PNB *per capita* de la Chine, en pourcentage de la moyenne mondiale, qui avait augmenté de 28 % dans les années 1970 et de 84 % dans les années 1980, a augmenté de 95 % dans les années 1990 (calcul de la Banque mondiale en 1984 et 2002). Comme nous le verrons, l'ascension chinoise a en fait été plus significative encore que ce que ces chiffres laissent supposer. Parce que les surplus courants qui persistent dans la balance des paiements du « cercle de la Chine » (Chine continentale, Singapour, Hong Kong et Taïwan) d'une part et d'autre part les déficits courants américains importants et croissants ont fait du cercle de la Chine et de la République populaire de Chine en particu-

---

tance accordée à la composante japonaise de la montée de l'Asie de l'est pour mettre en évidence les racines profondes de l'ascension chinoise, pas seulement dans la reconstitution sociale et politique de la Chine à l'époque de la Guerre froide sous le communisme, mais aussi, à la fin de la Chine impériale, dans l'effort réussi de constitution d'un état et d'une économie nationale avant l'intégration soumise au système mondial centré sur l'Europe. De ce point de vue, la centralité croissante de la Chine et de la diaspora chinoise à l'étranger dans la promotion de l'intégration et l'expansion économique de la région a été analysée comme la prolongation d'une longue pratique de l'Asie de l'est de s'en remettre plus clairement que l'Ouest au commerce et aux marchés pour réguler les relations entre souverains et également entre souverains et sujets. Cette pratique représentait un sérieux handicap en contrant la subordination obligée du système régional centré sur la Chine aux structures du système globalisant centré sur l'Europe. Avec le temps, cependant, c'est devenu la base d'une compétitivité nouvelle dans le marché global hautement intégré qui est apparu sous l'hégémonie des États-Unis (Arrighi et Silver 1999, en particulier le chapitre 3 ; voir aussi Arrighi, Hamashita et Selden 2003, en particulier l'introduction et le chapitre 7).

Cette interprétation de la centralité croissante de la Chine dans l'économie de l'Asie de l'est, et de l'Asie de l'est dans l'économie globale, a deux implications importantes par rapport au résultat présumé de la crise actuelle de l'hégémonie américaine. D'abord, dans la mesure où ces tendances sont vraiment l'expression d'un héritage historique spécifique à la région, on peut s'attendre à ce qu'elles soient beaucoup plus solides que si elles étaient simplement dues à des politiques et une attitude qui pourraient être reproduites ailleurs dans le monde. Deuxièmement, la taille démographique de la

---

lier, le deuxième plus important financier, après le Japon, du déficit grandissant des États-Unis.

Chine signifie que l'expansion économique constante qu'elle connaît est de loin plus perturbante pour la hiérarchie globale de la richesse que tous les « miracles » antérieurs de l'économie de l'Asie de l'est réunis. Parce que tous ces miracles (y compris le miracle japonais) étaient des exemples d'une mobilité vers le haut dans une hiérarchie fondamentalement stable. La hiérarchie a pu s'accommoder et s'est accommodée effectivement de la mobilité vers le haut d'une poignée d'états de l'Asie de l'est (dont deux sont des villes-états) comptant pour à peu près un vingtième de la population mondiale. Mais s'accommoder de la mobilité vers le haut d'un état qui à lui seul compte pour à peu près un cinquième de la population mondiale est une tout autre affaire. Cela implique la complète subversion de la structure pyramidale elle-même de la hiérarchie<sup>4</sup>.

La conséquence subversive de l'ascension de la Chine est reliée de près à une autre dimension de la crise actuelle de l'hégémonie qui a été explorée dans *The Long Twentieth century* mais qui apparaît surtout dans *Chaos and Governance* : le caractère social particulier de cette crise par comparaison avec des crises antérieures de l'hégémonie. Au cours des transitions passées, la redistribution massive des ressources et même les dislocations sociales plus importantes provoquées par les expansions financières ont donné lieu à des mouvements de résistance et de rébellion de groupes dominés et de communautés dont les modes de vie établis étaient mis en péril. Combinés à des luttes de pouvoir entre états, ces mouvements ont réussi à forcer les groupes dominants à former de nouveaux blocs sociaux hégémoniques qui ont fait les choix ponctuels d'inclure certains groupes et certaines communautés qui auparavant étaient exclus. Lors de la tran-

---

<sup>4</sup> En effet, dans la mesure où la recherche récente sur l'inégalité du revenu dans le monde a repéré une tendance statistique à une baisse de l'inégalité entre les pays dans les années 1990, ceci est entièrement imputable à la croissance économique rapide de la Chine (Arrighi, Silver et Brewer 2003).

---

sition antérieure entre l'hégémonie britannique et l'hégémonie américaine – sous l'impact conjugué de la révolte contre l'Ouest et des rébellions de la classe ouvrière – le bloc social hégémonique s'est étendu en promettant la sécurité d'emploi et une consommation de masse élevée aux classes ouvrières des pays les plus riches du monde occidental, et l'autodétermination nationale et le développement aux élites du monde non occidental. Il devint très vite clair, cependant, que cet ensemble de promesses ne pourrait pas être tenu. Par ailleurs, cela engendra des attentes dans les couches dominées de la population qui menacèrent la stabilité et cela finit par précipiter la crise de l'hégémonie des États-Unis (Arrighi et Silver 1999, p. 153-216 ; Silver 2003, p. 149-167).

Ainsi, tandis qu'au cours des crises précédentes de l'hégémonie un conflit à l'échelle de tout le système social s'est intensifié dans le sillage et en partie comme conséquence des expansions financières, dans la crise de l'hégémonie américaine l'explosion dans tout le système du conflit social de la fin des années 1960 et du début des années 1970 a précédé et a eu une influence considérable sur l'expansion financière subséquente. En fait, l'expansion financière actuelle a été principalement un instrument de contention, au sens tout à fait réel du terme, des revendications conjuguées des peuples du monde non occidental et des classes ouvrières occidentales. La « financiarisation », et la restructuration qui y est associée, de la politique économique globale ont sans aucun doute réussi à désorganiser les forces sociales qui étaient porteuses de ces revendications dans l'agitation de la fin des années 1960 et des années 1970. En même temps, cependant, la contradiction sous-jacente du système capitaliste mondial qui prône la formation d'un prolétariat mondial mais qui est incapable de financer le minimum vital pour tous (c'est-à-dire les plus élémentaires des coûts de reproduction), loin d'être résolue, est une source constante de tensions et de conflits à l'intérieur des commu-

nautés politiques et entre elles (Arrighi et Silver 1999, p. 282-286 ; Silver 2003, p. 20-25 ; 177-179).

Il s'ensuit que la confrontation entre les tendances à la formation d'un empire mondial centré sur l'Ouest et à la formation d'une société de marché mondial centré sur l'Est n'a pas lieu sur fond de vide social. Au contraire, les chances que l'une ou l'autre tendance l'emporte sont largement soumises au potentiel de chacune d'entre elles de fournir des solutions réalisables et crédibles aux problèmes de système que l'hégémonie américaine a laissés derrière elle. Il nous a semblé à l'époque et il me semble encore aujourd'hui que le plus sérieux de ces problèmes est « *ce qui semble être le fossé infranchissable entre les conditions de vie d'une petite minorité de la population mondiale (entre 10 et 20 pourcent) et celles de la grande majorité* » (Arrighi et Silver 1999, p. 289). Comme on l'a noté plus haut, la rapide et continuelle expansion économique de la Chine a été retenue comme une force majeure détournant ce fossé qui semble infranchissable. *Chaos and Governance* conclut néanmoins prudemment en soulignant deux obstacles majeurs à une transition non catastrophique vers un ordre mondial plus équitable.

L'obstacle le plus immédiat se repère dans le fait que les États-Unis résistent à l'adaptation et au compromis. Pour paraphraser David Calleo (1987, p. 142), nous avons noté que les systèmes mondiaux centrés sur la Hollande et sur le Royaume-Uni se sont effondrés sous le choc de deux tendances : l'émergence de nouveaux pouvoirs offensifs et les tentatives du pouvoir hégémonique sur le déclin d'empêcher l'adaptation et le compromis en cimentant la prééminence qui lui échappe dans la domination et l'exploitation. Aujourd'hui, nous continuons d'affirmer :

Il n'y a pas de nouveau pouvoir offensif crédible qui puisse provoquer l'effondrement du système mondial centré sur les États-Unis, mais ceux-ci ont des capacités plus grandes encore que celles de la Grande-Bretagne il y a un siècle pour transformer leur hégémonie déclinante

---

en domination et en exploitation. Si le système doit s'effondrer, ce sera d'abord à cause de la résistance des États-Unis à l'adaptation et au compromis. Et à l'inverse, l'adaptation et le compromis de la part des États-Unis envers la puissance économique montante qu'est la région de l'Asie de l'est est une condition essentielle en vue d'une transition non catastrophique vers un nouvel ordre mondial (Arrighi and Silver 1999, p. 288-289).

Le second obstacle était moins immédiat mais tout aussi important : la capacité toujours invérifiée des agents de l'expansion économique de l'Asie de l'est à « tracer une nouvelle voie de développement pour elle-même et pour le monde, une voie qui diffère radicalement de celle qui a abouti aujourd'hui à une impasse ». Ceci, nous l'affirmions : « est une tâche imposante que les groupes dominants des États d'Asie de l'est ont à peine commencé à assumer ».

Dans les transitions d'hégémonie passées, les groupes dominants ne réussirent à façonner un nouvel ordre mondial qu'après avoir subi d'immenses pressions de la base, de la part de mouvements de protestation et d'autoprotection. Cette pression de la base s'est élargie et approfondie de transition en transition, menant ainsi à des blocs sociaux plus vastes à chaque transition. On peut donc s'attendre à ce que les contradictions sociales jouent un rôle plus décisif que jamais auparavant pour façonner à la fois la transition en cours et le nouvel ordre mondial quel qu'il soit qui émergerait du chaos systémique appréhendé. Mais déterminer si ces mouvements suivent largement et sont façonnés par l'escalade de la violence (comme dans les transitions passées) ou s'ils précèdent et contribuent effectivement à contenir le chaos du système, cette question reste ouverte. La réponse est en définitive entre les mains de ces mouvements (Arrighi and Silver 1999, p. 289).

Le problème soulevé dans cette citation est différent de celui qui est posé à la fin de *The Long Twentieth Century*. Les trois scénarios possibles esquissés à la fin de ce livre concernent d'éventuels développements de l'économie politique globale après que le système américain de domination et d'accumulation ait fait l'expérience de sa « crise finale ». On a dit que

les États-Unis vivaient une de ces *belles époques*\* qui, historiquement, ont marqué la phase finale des hégémonies du monde capitaliste. On prenait pour acquis que le régime des États-Unis ferait tôt ou tard l'expérience de sa propre crise terminale. Mais rien ne fut dit du processus de transition menant de la *belle époque* du régime américain aux scénarios qui, pensait-on, la suivraient.

*Chaos and Governance*, par contraste, se penche sur le rôle que jouent le conflit social et le chaos du système – compris comme une situation de grave et apparemment irrémédiable désorganisation du système – dans la transition d'un ordre/hégémonie mondial à un autre. Comme *The Long Twentieth Century*, le livre interprète le renouveau du pouvoir et de la prospérité des États-Unis dans les années 1980 et 1990 comme une *belle époque* caractéristique des phases finales des hégémonies du monde capitaliste. À la différence de *The Long Twentieth Century* cependant, le livre pose la question de savoir si cette *belle époque* en particulier serait nécessairement suivie, comme les autres *belles époques*, d'une longue période de chaos du système et d'indicibles souffrances humaines. Selon la réponse donnée dans le passage cité plus haut, les mouvements sociaux de protestation et d'autoprotection ont, cette fois-ci, de meilleures chances d'agir de façon préventive pour contenir le chaos. Que cela soit ou non une façon de prendre ses rêves pour la réalité, cela reste à voir et nous y reviendrons en conclusion de cet article.

## II. La domination sans l'hégémonie

La bulle de la « nouvelle économie » ayant les États-Unis comme centre éclata une année après la publication de *Chaos and Governance*. Peu après survint le choc du 11 septembre. Pendant un court laps de temps, il sembla que les États-Unis seraient en mesure, du fait de la guerre en Afghanistan, de

---

\* En français dans le texte.

---

renforcer leur rôle hégémonique global en mobilisant un large éventail de forces gouvernementales et non gouvernementales derrière la bannière de la Guerre au terrorisme. Dans l'année qui suivit, les États-Unis se retrouvèrent toutefois presque complètement isolés dans leur guerre contre l'Irak, qui fut en général perçue comme ayant peu de liens avec la Guerre au terrorisme et comme une intervention défiant les règles et normes communément admises dans les relations interétatiques. Quelle signification doit-on donner à cette séquence d'événements ? Cela marque-t-il la fin de la *belle époque* pour les États-Unis et, si oui, quelle est la nouvelle donne de l'économie politique globale ?

Les médias apportent presque quotidiennement la preuve que nous serions effectivement témoins de la crise finale de l'hégémonie américaine. Une des pièces à conviction les plus révélatrices en est le rapport publié par le *New York Times* à la veille d'une rencontre de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) tenue à Bangkok. Selon ce rapport, les leaders politiques et économiques d'Asie considèrent l'hégémonie américaine comme étant « *marquée par une érosion subtile mais indéniable, au moment où les pays d'Asie perçoivent la Chine comme constituant un pouvoir de plus en plus essentiel dans la région* ». Bien que les États-Unis demeurent le plus important partenaire commercial de la région, la Chine gagne rapidement du terrain, notamment vis-à-vis des deux principaux alliés stratégiques des États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. Il est plus significatif encore que, dans l'année qui vient de s'écouler, on ait assisté à un revirement radical des perceptions politiques de la situation. À titre d'illustration, le rapport cite l'avis d'un important homme d'affaires singapourien qui, lors des conférences qu'il prononçait à Hong Kong et à Londres un an auparavant, accusait la Chine d'être un mastodonte prêt à étouffer les économies plus faibles du Sud-Est asiatique, et qui, maintenant, dresse un tableau tout à fait différent. « *La perception est que la Chine fait de son mieux pour plaire, aider et satisfaire ses voisins alors que les États-Unis*

sont vus comme un pays engagé de plus en plus dans sa propre politique étrangère, et faisant entrer tout le monde de force dans ses propres plans » (Perlez 2003a, p. 1 ; voir aussi Pan 2003 et Perlez 2003b).

Cette perception des États-Unis n'est pas uniquement le fait des pays asiatiques. À l'intérieur même des États-Unis, d'éminents experts et analystes des relations étrangères, représentant un large spectre politique, considèrent que la doctrine qui a étayé l'invasion de l'Irak a des ratés. Inspirée par *The Project for the New American Century* de 1997 et adoptée officiellement par l'administration Bush par le biais du document sur la Stratégie de sécurité nationale (*National Security Strategy*) publié en septembre 2002, cette doctrine s'appuie, tout en la propageant, sur la croyance que les États-Unis sont en mesure de conserver leur position dominante dans le monde et que ceci doit quasiment se faire quel qu'en soit le prix et par tous les moyens, y compris les guerres préventives menées contre des rivaux potentiels ainsi que le remodelage de certaines régions du monde pour qu'elles correspondent aux intérêts et aux valeurs des États-Unis. De plus, cette doctrine soutient que plus fermes seront les États-Unis à refuser toute concession dans la poursuite de ces politiques, plus grandes seront les chances que le reste du monde les suive. Or, il s'avère qu'un an après que la doctrine soit devenue une politique officielle, le reste du monde, bien loin de souscrire à ces visées, a contesté le leadership des États-Unis à un degré inégalé jusque là dans les annales de l'hégémonie américaine. Comme l'écrit Scott McConnell, éditorialiste en chef au magazine *The American Conservative*, « Nous sommes plus isolés des opinions générales de l'humanité qu'à tout autre moment de l'histoire » (cité dans Lobe 2003).

C'est peut-être exagéré. Mais il reste probablement vrai qu'en ce moment les États-Unis exercent non pas une hégémonie mais, comme la qualifie Ranajit Guha (1992, p. 231-232), une

---

« *domination sans hégémonie* »<sup>5</sup>. Si tel est effectivement le cas, sommes-nous entrés dans le pire des scénarios envisagés dans *Chaos and Governance* — le scénario voulant que la résistance des États-Unis aux ajustements et aux adaptations plonge le monde dans une longue période de chaos systémique ? Les politiques américaines depuis le 11 septembre constituent certainement une forme extrême de résistance aux ajustements et aux adaptations. Mais il n'est pas encore clair que la plongée dans le chaos systémique soit irréversible.

Deux réflexions connexes peuvent aider à clarifier les enjeux en cause. La première est que, comme l'a montré William Raspberry (2003) « *la pensée du président a été le champ de bataille de la lutte entre pragmatiques et idéologues — entre ceux qui voient les intérêts américains dans des termes plus ou moins traditionnels... et ceux qui voient le pouvoir incontesté des États-Unis comme une occasion divine de redéfinir l'ordre du monde.* » Bien que les idéologues aient réussi à l'entraîner dans un borborygme dont l'avaient averti les pragmatiques, ceux-ci peuvent encore le convaincre de faire ce qu'il faut pour s'en sortir.

La seconde réflexion est que le caractère aventurier des idéologues sur le front ouest-asiatique a renforcé la position des pragmatiques sur le front est-asiatique. À l'aller et au retour de la rencontre de l'APEC à Bangkok, Bush esquiva, sur les plans tant géographique que rhétorique, le pays qui fut déjà au centre de la politique de sécurité nationale de son administration : la Chine. Il s'agit « *d'un tournant significatif* », remarquaient James Harding et Peter Spiegel, « *pour un prési-*

---

<sup>5</sup> Cette notion est fondée sur la conception gramscienne de l'hégémonie comme pouvoir supplémentaire qui échoit à un groupe dominant en vertu de sa capacité à conduire la société dans une direction qui sert les intérêts du groupe dominant mais qui est perçue par les groupes subordonnés comme servant également un intérêt plus général (Gramsci 1971, p. 181-182). Quand ce *pouvoir supplémentaire* s'affaiblit — ce qui semble s'être passé dans le cas des États-Unis après l'invasion de l'Irak — l'hégémonie se transforme en domination pure.

dent qui a commencé son mandat en se vantant d'avoir mis un frein aux politiques d'ouverture à la Chine défendues par Clinton, en insistant durant les premières semaines de sa présidence sur le fait que la Chine constituait un "concurrent stratégique" pour les États-Unis ». Ainsi, alors qu'avant le 11 septembre l'administration Bush intensifiait l'ouverture à l'Inde dans le but de constituer un contrepoids à la Chine, après le 11 septembre les politiques d'équilibre des forces furent reléguées au second rang au profit de la Guerre au terrorisme. Et plus les enjeux relatifs à la sécurité en Afghanistan, en Irak et en Asie de l'ouest en général pesaient sur le gouvernement américain, plus les avertissements quant à la menace chinoise faisaient place à un engagement envers la Chine encore plus grand que sous Clinton. De fait, le renversement fut si complet que l'administration Bush se vante à l'heure actuelle d'entretenir de meilleures relations avec la Chine que n'importe quel autre gouvernement depuis que Richard Nixon a réactivé les relations diplomatiques avec la République Démocratique de Chine (Harding et Spiegel 2003).

Une preuve en est que, dans ses dernières évaluations de la puissance militaire chinoise, le Pentagone avertissait encore que « *Beijing a considérablement augmenté son arsenal de missiles balistiques létaux et de plus en plus précis ainsi que celui d'avions de longue portée qui sont prêts à un déploiement immédiat si [l'Armée de libération populaire] était appelée à faire la guerre avant que ses aspirations à la modernisation soient pleinement réalisées* ». Et il est encore plus révélateur, ainsi que l'a souligné John Gershman, que la guerre contre le terrorisme ait aidé les États-Unis à « *se préparer vis-à-vis de la Chine* » par le développement en Asie centrale d'un réseau de bases militaires inimaginable avant le 11 septembre, par le raffermissement des liens militaires caducs avec les Philippines, par l'expansion considérable de son budget militaire et par la reprise de la défunte stratégie reaganienne des initiatives de défense. « *Si la Chine représente l'ennemi du futur* » conclut Gershman, « *alors les États-Unis ont obtenu beaucoup de ce qu'ils*

---

*voulaient, sans dire que la Chine est l'ennemi* » (cité dans Harding et Spiegel 2003).

Ceci étant, si l'on veut apprécier l'orientation probable des politiques américaines à long terme, nous devons placer la lutte entre pragmatiques et idéologues et la trêve actuelle de la rivalité sino-américaine dans le contexte plus large des contradictions qui sous-tendent la crise de l'hégémonie américaine avant et après le 11 septembre et le krach boursier de 2000-2001. Cela nous ramène à la dépendance croissante des États-Unis envers le capital étranger. En dépit de la récession persistant au Japon et de la reprise économique aux États-Unis, le renversement des positions entre les deux pays dans le système international de crédit s'est perpétué tout au long des années 1990. Alors qu'il écrivait pendant le krach de Wall Street, mais avant le 11 septembre, Eamonn Fingleton (2001, p. 6) mettait en évidence que le Japon exportait alors « *plus de capital en termes réels qu'aucune autre nation ne l'a fait depuis les jours de la domination économique globale des États-Unis dans les années 1950* ». En conséquence,

au cours des neuf premières années de la décennie 1990, les actifs extérieurs nets du Japon ont bondi de 294 milliards de dollars à 1 153 milliards. Pendant ce temps, la dette extérieure nette des États-Unis monta en flèche de 49 milliards de dollars à 1 537 milliards. À long terme, ce changement du rapport de forces au niveau financier sera la seule chose dont se souviendront les historiens à propos de la rivalité économique entre les États-Unis et le Japon au cours de la dernière décennie.

Deux ans plus tard, alors que les troupes américaines envahissaient l'Irak, l'historien Niall Ferguson (2003) signalait une différence fondamentale entre la position financière actuelle des États-Unis et celle de la Grande Bretagne il y a un siècle. Dans le cas britannique, l'hégémonie « *signifiait également l'hégémonnaie* ». En tant que banquier du monde, au cours de son âge d'or impérial, la Grande Bretagne « *n'eut jamais à se soucier de l'instabilité de la livre* ». Les États-Unis, au contraire, alors qu'ils « *renversent des "régimes délinquants"*,

*d'abord en Afghanistan, et maintenant en Irak, sont le plus grand débiteur du monde... Les investisseurs étrangers détiennent désormais environ 8 billions de dollars d'actifs financiers des États-Unis* ». Cet endettement énorme est le résultat des déficits de plus en plus grands dans les comptes courants de la balance des paiements américaine, totalisant environ 3 billions de dollars depuis 1982 et dépassant maintenant 1,5 milliard de dollars par jour<sup>6</sup>.

Ainsi, la vision que le président Bush se fait d'une réorganisation du monde par la force militaire pour satisfaire les goûts américains a un corollaire savoureux : l'effort militaire consenti va être (involontairement) financé par les Européens — incluant les Français honnis — et les Japonais. Cela ne leur donne-t-il pas une certaine prise sur les politiques américaines, selon le principe qui veut que celui qui paye le musicien choisit la chanson ? Balzac a dit une fois qu'un débiteur qui aurait suffisamment de poids prendrait du pouvoir sur ses créanciers ; le drame, c'était d'être un petit débiteur. Il semble que M. Bush et ses hommes ont pris cette leçon à cœur (Ferguson 2003).

C'est une reformulation de la thèse sur la bifurcation exposée dans *The Long Twentieth Century* puis développée plus avant dans *Chaos and Governance*. La version de cette thèse que propose Ferguson néglige toutefois trois aspects fondamentaux de cette bifurcation. Tout d'abord, les principaux financiers de cet immense déficit des comptes courants américains ne sont pas les Européens — et moins encore « les Français honnis ». Il est vrai que l'investissement privé européen joua un rôle clé dans le financement du déficit américain au cours des dernières années de la nouvelle bulle économico-financière. Mais avant et après cette bulle, les plus importants financiers du déficit américain des comptes courants furent, et de loin, les gouvernements est-asiatiques qui s'engagèrent dans des achats massifs de titres du gouvernement américain et dans l'accumulation de réserves en devises étrangères exprimées en dollars — d'abord et avant tout le

---

<sup>6</sup> La projection la plus récente au moment d'écrire ces lignes situait le déficit des comptes courants américains pour 2003 à 570 milliards de dollars (Major et Swann 2003, p. 1).

---

gouvernement japonais mais de plus en plus également les gouvernements chinois et ceux du « cercle de la Chine ». Il suffit de mentionner que, dans la première moitié de l'année 2003, le Japon et la Chine ont à eux seuls acheté environ 95 milliards de dollars en titres publics américains (Denny 2003). Selon une estimation, la Chine et le Japon à eux deux détiennent maintenant plus d'un billion de dollars de Bons du trésor américains (Ignatius 2003). De surcroît, sur les 870 milliards de dollars d'accroissement de réserves mondiales en devises étrangères, dans la période allant de décembre 1999 à juin 2003, une portion de 665 milliards de dollars est le fait de la seule Asie (Woolf 2003). Et dans la seconde moitié de l'année 2003, la Chine aurait ajouté quelque 10 milliards de dollars par mois à son immense réserve de devises américaines estimée à 346 billions de dollars (Sperling 2003).

En deuxième lieu, les principales motivations des institutions gouvernementales qui financent cette escalade du déficit américain des comptes courants sont d'ordre politique et non pas strictement économique. Ferguson lui-même cite l'économiste en chef du FMI, Kenneth S. Rogoff, quand il annonce qu'il serait « *grandement préoccupé* » par « *un pays en voie de développement dont le déficit des comptes courants se creuserait d'année en année, et à perte de vue, de 5 % et plus [du PIB], avec des écritures budgétaires virant du noir au rouge* ». Il est vrai que Rogoff s'empresse d'ajouter que les États-Unis ne sont pas un pays « *en voie de développement* ». Mais, même si ni Rogoff ni Ferguson ne le font remarquer, les États-Unis ne sont pas non plus un pays « *développé* » comme les autres. C'est un pays qui attend et qui obtient des autres gouvernements et des institutions intergouvernementales – et en premier lieu du FMI – un traitement préférentiel dans la gestion de ses finances, traitement qu'aucun autre état, quel que soit son niveau de « *développement* », n'attend ni n'obtiendrait. Et ce traitement préférentiel est attendu et accordé, non pas tant en raison de l'effet Balzac mentionné par

Ferguson, mais surtout à cause du poids et de la centralité certes déclinants mais néanmoins toujours sans précédent des États-Unis dans l'économie globale et du quasi monopole de l'appareil militaire américain sur les armes de destruction massive<sup>7</sup>.

Enfin, Ferguson oublie la raison la plus importante qui fait que la position financière actuelle des États-Unis est fondamentalement différente de celle de l'Angleterre il y a un siècle – le fait que l'Angleterre pouvait prélever sur son territoire impérial des ressources financières et militaires presque à volonté, alors que les États-Unis ne le peuvent pas. Il suffit de mentionner que les Indes étaient, selon les termes de Lord Salisbury, « *une caserne anglaise sur les mers d'Orient d'où nous pouvions tirer autant de troupes que nécessaire sans avoir à les payer* » (Tomlinson 1975, p. 341). Entièrement payées par les contribuables indiens, ces troupes étaient organisées comme une armée coloniale de style européen et furent régulièrement déployées dans la suite sans fin des guerres par lesquelles l'Angleterre ouvrit l'Asie et l'Afrique au commerce, à l'investissement et à l'influence de l'Occident<sup>8</sup>. En même temps, l'infâme « *Home Charges* »\* et le contrôle de la Banque d'Angleterre sur les réserves de devises des Indes se conjuguèrent pour faire de ce pays le pivot de la suprématie financière et commerciale globale de la Grande-Bretagne. Le déficit de la balance des paiements des Indes vis-à-vis de l'Angleterre et ses surplus enregistrés avec le reste du monde permirent à la Grande-Bretagne de régler son déficit des comptes courants avec le reste du monde. Sans la contribution forcée des Indes à la balance des paiements de l'empire

---

<sup>7</sup> Cette question est développée davantage dans la prochaine partie de cet article.

<sup>8</sup> Si nous considérons ensemble l'Asie et l'Afrique, il y eut jusqu'à soixante-douze campagnes militaires britanniques distinctes entre 1837 et 1900 (Bond 1867, p. 309-311). Selon un autre calcul, l'Angleterre a mené cinquante guerres coloniales importantes entre 1803 et 1901 (Giddens 1987, p. 223).

\* Impôt prélevé par l'Angleterre en Inde afin de couvrir les coûts civils et militaires engagés en Angleterre par l'administration impériale (ndt).

---

britannique, il aurait été impossible pour la Grande-Bretagne « d'utiliser les revenus de ses investissements outre-mer pour financer d'autres investissements à l'étranger, tout en rendant au système monétaire international, en tant que revenu sur investissement, les liquidités qu'elle absorbait » (de Cecco 1984, p. 62-63).

Nous pouvons résumer comme suit ce que Ferguson dit et ce qu'il ne dit pas au sujet des conditions actuelles de la domination américaine sans « hégémonnaie ». À l'instar du cas de l'Angleterre à un stade comparable de déclin de son hégémonie, l'escalade des déficits des comptes courants américains reflète une détérioration de la position concurrentielle des États-Unis sur le marché domestique et à l'étranger. Et, comme dans le cas de la Grande-Bretagne, le capital américain a réussi – quoique moins bien – à contourner partiellement cette détérioration en se spécialisant dans le rôle d'intermédiation financière globale. Contrairement à la Grande-Bretagne, toutefois, les États-Unis ne disposent pas d'un territoire impérial dont ils peuvent extraire toutes les ressources nécessaires pour conserver leur prééminence politico-militaire dans un monde de plus en plus compétitif.

La Grande-Bretagne a certes fini par perdre sa prééminence politico-militaire. À mesure que s'intensifiait la compétition des anciens et nouveaux rivaux dans la construction de l'empire, aménageant les conditions favorables à la rébellion des sujets des colonies, les coûts liés à l'empire s'accroissaient au point de dépasser les bénéfices. Alors qu'il devenait difficile pour l'Angleterre d'assurer l'autofinancement de l'empire, sans même parler de la production d'un surplus, elle s'endettait de plus en plus envers les États-Unis, qui combinaient des coûts de protection moins élevés et des compétences qui dépassaient l'Angleterre ou tout autre rival dans le champ de la lutte pour le développement industriel. À terme, cette situation força la Grande-Bretagne à liquider son empire outre-mer et à se retrancher sur une position de

partenaire de second plan de la nouvelle puissance hégémonique. Cela nécessita quand même deux guerres mondiales, toutes deux gagnées militairement mais perdues financièrement par la Grande-Bretagne, pour qu'elle perde sa position antérieure de première nation créancière du monde (Arrighi et Silver 1999, p. 72-87).

Les États-Unis, à l'inverse, sont devenus la première nation *débitrice* du monde sans avoir à mener la moindre guerre contre des « concurrents stratégiques » avérés ou potentiels, comme l'a fait la Grande-Bretagne au cours des deux Guerres mondiales. Car, tout au long de leur période d'hégémonie, les États-Unis ne disposaient d'aucune « *caserne sur les mers d'Orient* » d'où tirer, sans les payer, toutes les troupes requises pour mener dans l'ensemble des régions du Sud une série sans fin de guerres comme l'a fait l'Angleterre durant sa propre hégémonie. D'une part, les États-Unis devaient payer pour ces troupes et pour leur armement à fort coefficient de capital. Il lui fallait en outre, au lieu d'extraire un surplus de son empire outre-mer, mener une compétition agressive sur les marchés financiers mondiaux afin d'attirer les capitaux nécessaires pour équilibrer la croissance explosive de son déficit des comptes courants. Bien que les États-Unis aient été extrêmement performants dans cette compétition, le capital qu'ils ont réussi à attirer n'était pas gratuit, comme le fut la contribution des Indes à la balance des paiements britannique. Au contraire, cela a généré un mouvement de revenus qui s'alimentaient d'eux-mêmes au profit de résidents étrangers, ce qui rendait de plus en plus difficile d'équilibrer le déficit croissant des comptes courants américains. Ceci d'autant plus que, selon ce qu'a noté Martin Wolf, les entrées de capitaux ont financé en priorité le gouvernement et la consommation privée plutôt que l'investissement.

Il s'ensuit que les États-Unis ont plongé dans une guerre coûteuse et prolongée sur de multiples fronts, dans des contraintes financières beaucoup plus grandes que celles qu'a dû

---

affronter la Grande-Bretagne à l'aube de la Première Guerre mondiale. Comment les États-Unis espèrent-ils payer cette guerre coûteuse et de longue durée ? Et ces espoirs sont-ils réalistes, à la lumière de la situation présente de domination américaine, laquelle ne s'accompagne ni d'hégémonie ni d'hégémonie ?

### **III. L'économie politique de l'irresponsabilité financière des États-Unis**

Il y a deux réponses possibles à ces questions. La première c'est que les responsables de la politique américaine, comme plusieurs de leurs critiques, croient que les privilèges seigneuriaux – dus à l'acceptation généralisée du dollar américain comme devise internationale – libèrent les États-Unis des contraintes financières. La deuxième, c'est qu'ils s'attendent à ce que la Guerre contre le terrorisme génère les ressources financières nécessaires pour rétablir l'hégémonie des États-Unis sur de nouvelles bases.

Dans les colonnes du *Financial Times*, Wolf donne une belle illustration de la première réponse. Après avoir souligné comment les pays étrangers ont fourni biens, services et actifs aux États-Unis en échange de papier surévalué, permettant ainsi aux Américains de consommer beaucoup plus que leurs moyens ne le leur permettaient, il signale qu'un cynique peut voir ce qui se passe « *comme une brillante conspiration des États-Unis* ».

Dans les années 1980 et 1990, leurs responsables politiques ont persuadé une foule d'économies de libéraliser leurs marchés financiers. Dans la majorité des cas, ces libéralisations ont créé des crises financières, des crises de liquidité, ou une combinaison des deux. Ces désastres ont affaibli les investissements internes dans les pays en crise, ont fait naître une grande peur des déficits des comptes courants et ont engendré un désir très fort d'accumuler des réserves de devises étrangères. La manière la plus sûre était d'investir le surplus de fonds dans le pays ayant la plus grande économie du monde et les marchés les mieux dotés de liquidités. Le jour où l'on ne parviendra plus à

convaincre des étrangers crédules de financer les États-Unis, le dollar déclinera. Puisque les dettes américaines sont établies en dollars, plus grand sera le déclin et moins importants seront les passifs nets des États-Unis envers le reste du monde. De cette manière, la dernière étape de la « conspiration » sera un manque à payer partiel du fait de la dépréciation du dollar (Wolf 2003).

Dans une lettre au *Financial Times* datée du 10 octobre 2003, John Inledon fait écho à cette vision et estime que 10 % de dévaluation du dollar américain – ce qui, en gros, est ce qui s’est passé en 2003 – réduit la valeur réelle des obligations totales des USA vers l’extérieur de 500 à 700 milliards de dollars<sup>9</sup>. Il continue en affirmant : « *L’administration Bush considère ce déclin comme la contribution à la défense du monde libre contre le terrorisme ; comme une juste contribution qui doit être payée par la coalition des réticents* ». Si on oublie le fait que la victime principale de la « conspiration » serait le Japon (un membre de la « coalition des collaborateurs »), l’exploitation par les États-Unis de privilèges seigneuriaux pour consommer armes et beurre bien au-delà de leurs moyens, peut retarder mais ne peut pas éviter indéfiniment un ajustement structurel de fond de leur part aux nouvelles réalités de l’économie globale. Comme le souligne Wolf lui-même, il ne s’agit pas de « si » mais de « quand et comment » l’ajustement se fera.

L’ajustement impliquera que se combinent une dépréciation plus importante du dollar américain, une augmentation des monnaies des pays ayant les surplus de comptes courants les plus élevés, et un réacheminement de ces surplus allant du financement des déficits américains à la création d’une demande ailleurs, surtout en Asie de l’est. Comme Wolf (2003) le suggère, cet ajustement éventuel peut être « brutal », via une débâcle du dollar, ou « en douceur ». Nous pouvons ajou-

---

<sup>9</sup> Si l’estimation de Ferguson à l’effet que les étrangers sont actuellement créditeurs envers les États-Unis de 8 000 milliards de dollars est correcte, alors ces chiffres doivent être augmentés à 800 milliards. Les estimations des obligations américaines envers les étrangers varient énormément en fonction de la source, mais l’ordre de grandeur n’est pas contesté.

---

ter que plus les États-Unis exploiteront leurs privilèges seigneuriaux, plus grande sera la probabilité que l'ajustement soit brutal et que les États-Unis perdent ces privilèges plus rapidement que dans l'autre cas. Mais, brutal ou en douceur, l'ajustement diminuera encore le contrôle des États-Unis sur les ressources économiques du monde et minera la centralité du marché américain dans l'économie globale ainsi que le rôle du dollar américain comme moyen de paiement international et comme monnaie de réserve.

En bref, l'absence de contraintes financières que les États-Unis retirent de leurs privilèges seigneuriaux a des limites. Plus ils abuseront de cette absence de contraintes et plus grande sera la probabilité que ces privilèges soient perdus. L'administration Bush a démontré qu'elle prenait une certaine conscience des risques encourus si elle s'appuyait trop lourdement sur la dépréciation du dollar afin de renforcer la compétitivité des États-Unis à l'intérieur et à l'extérieur du pays et afin de se désister de ses engagements envers les étrangers. Ainsi, à la rencontre de Doha en juin 2003, le secrétaire au Trésor américain John Snow a convaincu les ministres des Finances des autres pays du G7 de signer une déclaration conjointe à l'effet que la détermination des taux de change devrait être laissée au marché. La déclaration a été considérée comme un signal que Washington abandonnait sa politique du dollar fort et, immédiatement, le dollar plongea par rapport aux autres monnaies principales. Mais quand la chute menace de devenir une déroute, « *M. Snow répète le mantra habituel à propos de l'importance d'une monnaie forte. Personne dans le marché ne sait précisément encore ce que [cela] signifie, mais au cas où cela pourrait indiquer un sursaut d'intervention, ils se mettent à couvert et arrêtent de vendre des dollars* » (Denny 2003).

La confusion sur les marchés est complètement justifiée à la lumière de la contradiction entre l'adhésion rhétorique à l'importance d'une monnaie forte et la pratique d'un laxisme

monétaire et fiscal extrême (voir, entre autres, Ignatius 2003). Partiellement dictée par l'escalade des coûts de la Guerre au terrorisme, et partiellement par la tentative de raviver l'économie américaine après l'explosion de la bulle de la nouvelle économie, ce laxisme extrême rappelle l'expérience américaine des années 1970, quand le recours abusif aux privilèges seigneuriaux américains entraîna, en fin de compte, la monnaie dans une chute alarmante. Pendant de courts moments en janvier 1980, l'augmentation du prix de l'or à un maximum historique de 875 \$ l'once sembla signaler la fin imminente du standard *de facto* du dollar inauguré en 1971, lorsque les États-Unis avaient enfin abandonné l'engagement d'acheter l'or au prix fixe de 35 \$ l'once. Il s'avéra que le dollar récupéra vite de la débâcle et que le standard *de facto* du dollar est resté en place depuis. À la lumière de cette expérience, la volonté de l'administration Bush de pousser vers ses limites l'abus des privilèges seigneuriaux peut être due à la croyance que, si le pire appelle le pire, les États-Unis peuvent se retirer du bord du gouffre et bénéficier d'une autre vingtaine d'années de privilèges seigneuriaux incontestés. Si les choses vont ainsi, un réveil amer attend l'administration Bush ou celle de son successeur.

Comme je l'analyse ailleurs (Arrighi 2003, p. 42-43 et p. 63-67), dans les années 1980 le dollar américain récupéra sa place de monnaie mondiale grâce à un revirement soudain et radical de la politique monétaire américaine d'un extrême laxisme à une extrême rigidité, accompagné d'une intensification de la lutte pour attirer des capitaux dans le monde entier, grâce à des taux d'intérêt élevés records, des réductions de la taxation, et une augmentation de la liberté d'action pour les producteurs capitalistes et pour les spéculateurs. Cependant, dans l'éventualité d'une nouvelle débâcle du dollar comparable à celle de la fin des années 1970, il serait beaucoup plus difficile, sans doute même impossible, pour les États-Unis de reprendre le dessus dans le système

---

monétaire mondial. D'un côté, le grand succès qu'ils ont connu en attirant d'énormes quantités de capital a transformé les États-Unis d'un pays crédeur en pays ayant la plus grande dette au monde. Les crédeurs des États-Unis peuvent y penser à deux fois – comme ils le font certainement – avant de couper l'herbe sous les pieds d'un si gros débiteur. N'en déplaise à Balzac, il n'y aurait cependant aucun sens pour eux à redoubler leur prêt à un débiteur qui a partiellement manqué à ses engagements en dépréciant énormément sa monnaie. De plus, ayant déjà donné des avantages extraordinaires au capital, les États-Unis n'ont plus guère à offrir dans le cas d'une nouvelle débâcle du dollar. Dans ces circonstances d'endettement sans précédent et d'épuisement des possibilités d'accorder de nouveaux avantages, une augmentation brusque des taux d'intérêt comme celle qui fut ourdie sous Reagan provoquerait une récession interne bien plus grave, sans garantie quelconque qu'elle serait suivie d'une reprise vigoureuse. Cela ne ferait qu'aggraver plutôt qu'alléger le fléchissement de l'économie américaine qui suivrait la débâcle du dollar.

À tout cela il faudrait ajouter qu'au moment de la débâcle du dollar à la fin des années 1970 il y avait peu d'alternatives, sinon aucune, au dollar comme monnaie internationale. L'euro était encore un projet plus qu'une réalité. Le mark allemand et le yen japonais, tout en s'appréciant rapidement, n'avaient ni le poids économique global ni le support institutionnel national requis pour devenir des modes significatifs de paiement international et pour servir de monnaies de réserve. N'ayant nulle autre part où aller, les capitaux qui perdaient confiance dans le dollar allèrent surtout vers l'or. Mais aucune grande puissance capitaliste n'avait un intérêt quelconque à une re-monétisation de l'or dans un moment de stagnation économique globale, surtout si l'on prend en compte la force de levier qu'une telle re-monétisation aurait mise entre les mains de l'URSS. Dans de telles circonstances,

les efforts américains pour préserver le dollar comme standard international pouvaient tabler sur la coopération active de tous les gouvernements qui comptaient dans la régulation monétaire mondiale. De ce point de vue aussi, la situation est très différente aujourd'hui. Les gouvernements qui comptent veulent encore coopérer avec le gouvernement américain pour préserver le dollar américain comme standard. Mais si les abus américains quant aux privilèges seigneuriaux provoquaient encore une fois une débâcle du dollar, les gouvernements d'Europe et de l'Asie de l'est seraient dans une bien meilleure position qu'il y a 25 ans pour créer une alternative viable à ce standard.

À la lumière de ces considérations, il est plausible de supposer que l'administration Bush veuille prendre pas mal de risques dans l'exploitation des privilèges seigneuriaux comme solution partielle et temporaire aux problèmes économiques liés à la réorganisation du monde par la force militaire afin de servir les intérêts et les valeurs américains. Mais, afin que *The Project for the New American Century* et la Stratégie de sécurité nationale de 2002 aient le moindre sens économique, leurs promoteurs doivent s'attendre à ce que la Guerre ouverte au terrorisme puisse générer par elle-même les ressources financières nécessaires pour redonner de nouvelles bases à l'hégémonie américaine sur le monde. De ce point de vue, la conquête et la reconstruction de l'Irak s'annonçaient comme point de départ idéal. Politiquement et militairement l'Afghanistan devait venir en premier, mais, avant même d'envahir ce pays, l'administration Bush avait mis en tête de ses priorités un changement coercitif de régime en Irak. En tant qu'action tactique dans la Guerre au terrorisme, la guerre en Irak n'avait aucun sens. Mais en tant qu'action tactique dans une stratégie à plus long terme d'emploi de la puissance militaire pour retrouver la puissance économique, elle a une certaine plausibilité. Comme l'a souligné David Harvey, si les États-Unis peuvent mettre en

---

place un régime ami en Irak, faire la même chose en Iran, consolider leur présence stratégique en Asie centrale et dominer ainsi les réserves pétrolières du bassin caspien : « *alors, à travers le contrôle du robinet global du pétrole, ils peuvent espérer conserver un contrôle efficace sur l'économie globale des cinquante prochaines années* ». Puisque les rivaux économiques des États-Unis, en Europe et en Asie de l'est, dépendent lourdement du pétrole de l'Asie de l'ouest :

Quel meilleur moyen pour les États-Unis d'éviter la compétition et d'assurer leur propre position hégémonique que de contrôler le prix, les conditions de vente et la distribution de la ressource économique clef sur laquelle ces compétiteurs comptent ? Et quel meilleur moyen pour réaliser cela que de suivre la seule ligne où les États-Unis restent la toute puissante force militaire ? (Harvey 2003, p. 24-25).

Il ne peut guère rester de doutes qu'en prenant la décision d'entrer en guerre contre l'Irak pratiquement seule et contre la volonté explicite du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'administration Bush pensait selon cette ligne. En agissant ainsi, toutefois, elle n'a sans doute pas pris en compte d'autres questions moins rhétoriques mais néanmoins cruciales dans la détermination de la viabilité de la stratégie américaine émergente. Ces questions se formulent parfaitement dans les termes de la conceptualisation de Charles Tilly des activités de l'État en tant qu'aspects complémentaires de l'organisation et de la monopolisation de la violence. Cette conceptualisation fait référence à l'organisation et à la monopolisation de la violence à l'intérieur des états nationaux, mais elle peut facilement être repensée pour englober le cas actuel des États-Unis, c'est-à-dire celui d'un État qui vise à organiser et à monopoliser la violence à un niveau global.

Selon l'argumentation de Tilly, quoi qu'ils fassent, les gouvernements « *se détachent des autres organisations par la tendance à monopoliser les moyens les plus puissants de violence* ». Cette tendance se matérialise à travers quatre genres différents d'activités : la protection, faire l'état, faire la guerre et l'exploitation (*extraction*). La protection est le « produit » le

plus caractéristique des activités gouvernementales qui, comme on le verra, a une double signification ayant un certain rapport avec la légitimité des gouvernements. Que ce soit légitime ou non, la crédibilité de la revendication propre à un gouvernement d'assurer la protection, et la difficulté de résister à cet argument s'accroissent dans la mesure où le gouvernement réussit à monopoliser de puissants moyens de violence sur ses territoires. Ceci implique l'élimination ou la neutralisation des rivaux à l'intérieur (faire l'état) et à l'extérieur (faire la guerre). Et puisque protéger, « construire l'état et faire la guerre » demandent des ressources financières et matérielles, l'exploitation consiste en activités que les gouvernements mènent pour se procurer ces ressources. Si elles sont effectuées efficacement, chacune de ces quatre activités « *renforce généralement les autres* » (Tilly 1985, p. 171 et p. 181).

La conceptualisation de Tilly met l'accent sur la synergie entre la construction de l'État, la guerre et les activités d'exploitation afin d'assurer le succès gouvernemental quant à la monopolisation de puissants moyens de violence au niveau national. La tentative américaine actuelle de monopoliser les moyens de violence au niveau mondial estompe la distinction entre faire l'état et faire la guerre, comme en témoigne la nature anormale de la Guerre au terrorisme (qui est une guerre *sui generis* qui combine faire l'état et faire la guerre) et la guerre en Irak (qui a été clairement entreprise comme un premier pas dans le remodelage de toute la région de l'Asie de l'ouest pour l'adapter aux intérêts et aux valeurs des États-Unis). Ce brouillage crée deux problèmes majeurs pour la synergie envisagée par Tilly au niveau national.

D'une part, les capacités des États-Unis de faire l'état et de faire la guerre comme deux activités distinctes au niveau national peuvent être sérieusement affaiblies quand elles sont déployées comme des activités indistinctes au niveau mondial. Un bon exemple de cette possibilité, c'est le

---

contraste entre la facilité avec laquelle les États-Unis ont officiellement gagné les guerres contre les régimes des Taliban et de Saddam Hussein, et les difficultés qu'ils rencontrent à atteindre les objectifs substantiels pour lesquels ils se sont engagés dans les guerres. Ce problème se conjugue à un deuxième : la difficulté de mener à bien des formes d'exploitation qui soient minimalement proportionnelles à l'échelle et aux buts des activités requises pour faire l'état et la guerre, engagées dans la monopolisation mondiale des puissants moyens de violence. Comme on l'a vu, l'insuffisance de l'appareil d'exploitation des États-Unis est la raison la plus importante qui explique que la position américaine, dans le système de crédit international, se soit détériorée beaucoup plus rapidement que celle de la Grande-Bretagne à une étape comparable de déclin de l'hégémonie. De plus, les prévisions voulant qu'une augmentation du déploiement de la puissance militaire américaine pourrait résoudre ce problème en générant un surplus *net* de ressources ne se sont pas avérées exactes. En effet, si l'on en juge en considérant les deux premiers engagements principaux de la Guerre au terrorisme – les guerres en Afghanistan et en Irak – il y a de fortes probabilités qu'ils généreront un énorme *déficit net*, comme en témoignent, entre autres choses, les 87,5 milliards de dollars que l'administration Bush a dû demander en octobre 2003 en plus des 65 milliards autorisés à l'origine par le Congrès.

En bref, même si la puissance militaire américaine est démesurée et sans précédent, elle semble incapable d'établir le contrôle américain sur l'offre mondiale de pétrole, alors même qu'elle remportait des victoires, retirant le contrôle des mains de certains pays sans pour autant le remettre dans celles des États-Unis. Et même si elle était à la hauteur de la tâche, elle ne le serait qu'en augmentant davantage la dépendance américaine vis-à-vis du support financier des rivaux que vise le contrôle sur l'offre mondiale de pétrole.

N'est-ce pas cette dépendance toujours plus grande qui limite sérieusement la capacité américaine de fermer les robinets du pétrole à ces rivaux financiers, de peur qu'eux-mêmes ne ferment le robinet de l'argent vers les États-Unis ?

#### **IV. Une protection que pas grand monde n'achètera**

Cela nous amène à la question de la légitimité des efforts des États-Unis en vue de réorganiser le monde par la force militaire pour servir ses intérêts. Tilly suit Arthur Stinchcombe en affirmant que la légitimité de ceux qui détiennent le pouvoir dépend bien moins de l'assentiment de ceux sur qui on exerce le pouvoir que de celui des autres détenteurs de pouvoir (Stinchcombe 1968, p. 150). À cela, Tilly ajoute que les autres pouvoirs « *sont beaucoup plus susceptibles de confirmer les décisions d'une autorité contestée qui contrôle la force réelle ; ce n'est pas seulement la crainte des représailles mais le désir de maintenir la stabilité du milieu qui fait opter pour cette règle générale* » (Tilly 1985, p. 171). Cette règle générale s'applique avec plus de force encore dans le cadre d'un système social divisé entre plusieurs juridictions politiques, chacune d'entre elles étant contrôlée par une autorité gouvernementale formellement souveraine. Dans un tel système, l'assentiment des gouvernés à la légitimité des actions du gouvernement est limité et médiatisé par les relations entre les États. Et ces relations, à leur tour, sont profondément marquées par la crainte de représailles et de l'instabilité du système – ce que l'on a appelé plus haut le chaos du système.

Cette double crainte joue un rôle majeur dans la définition des relations entre les États-Unis et ses concurrents financiers. L'effet Balzac que l'on a remarqué plus haut est l'une des principales sources de la crainte de représailles et de chaos du système qui retient les concurrents financiers des États-Unis de fermer le robinet financier qui permet aux États-Unis de consommer bien au dessus de leurs moyens. Mais ces derniers brandissent leurs pouvoirs de représailles

---

et de déstabilisation du système qui sont bien plus menaçants encore que leur pouvoir de ne pas honorer leur dette colossale. Ces pouvoirs, ainsi que leurs limites, ont quelque chose à voir avec la question de la protection.

Comme Tilly le fait remarquer, « *le mot "protection" a deux résonances différentes* ». Avec l'une, il évoque l'image rassurante de l'ami puissant ou de l'organisation qui protège du danger. Avec l'autre, il évoque l'image sinistre du racket où des caïds forcent les commerçants à payer une redevance pour éviter les ennuis que le caïd lui-même les menace plus ou moins ouvertement de leur procurer.

L'image que le mot « protection » fait venir à l'esprit dépend surtout de notre propre évaluation de la réalité et de l'extériorité de la menace. Celui qui produit à la fois le danger et la protection, à un certain prix, fait du racket. Celui qui produit la protection dont on a besoin mais a peu de contrôle sur l'apparition du danger peut être qualifié de protecteur légitime, surtout si son prix n'est pas plus élevé que celui de ses « concurrents ». Celui qui fournit une protection fiable et pas chère contre les racketteurs locaux et les maraudeurs extérieurs, fait la meilleure des offres (Tilly 1985, p. 170-71).

Selon cette règle, poursuit Tilly, la protection que fournissent les gouvernements peut souvent être qualifiée de racket.

Dans la mesure où les menaces contre lesquelles un gouvernement donné protège ses citoyens sont imaginaires ou sont les conséquences mêmes de ses propres agissements, il organise un racket de protection. Puisque les gouvernements eux-mêmes simulent ou même fabriquent des menaces de guerre et que leurs actions répressives ou exploiteuses constituent souvent les menaces les plus importantes pour le gain-pain de leurs citoyens, bien des gouvernements fonctionnent essentiellement de la même manière que les racketteurs. Il y a bien sûr une différence : les racketteurs, selon la définition courante, agissent sans la bénédiction des gouvernements (Tilly 1985, p. 151).

À ce sujet également, les considérations de Tilly concernant les activités des gouvernements au niveau national s'appliquent encore mieux au niveau du système global à l'intérieur duquel la « bénédiction du gouvernement » est une réalité beaucoup plus floue. Il est intéressant de constater

que le secrétaire d'état Colin Powell lui-même a évoqué l'image inquiétante de la protection quand il a dit que les États-Unis devaient « être le caïd du coin ». Le reste du monde accepterait joyeusement ce rôle — continuait-il, en donnant l'image rassurante de la protection — parce « qu'on pouvait compter sur les États-Unis pour ne pas abuser de ce pouvoir » (cité dans Harvey 2003, p. 80).

La confiance est une notion tout ce qu'il y a de plus évasive. Nous ne savons pas sur quelles bases Powell a pu étayer sa conviction que le reste du monde fait confiance aux États-Unis pour ne pas abuser de son pouvoir de « caïd du coin ». Mais si les informations en provenance de Bangkok que l'on a citées plus haut sont justes, moins d'un an après que Powell ait ainsi exprimé son opinion, même dans le milieu plutôt amical de l'APEC, l'image rassurante de la protection américaine contre une menace chinoise, réelle ou imaginaire, a fait place à l'image menaçante des États-Unis forçant la main à tout le monde pour accommoder sa propre politique extérieure. Quelles que soient les raisons directes ou plus larges de ce changement radical dans les dispositions des gouvernements à l'égard des États-Unis, de l'accord à la résistance, depuis la promulgation de la Stratégie de sécurité nationale (*National Strategy Security*) de septembre 2002, n'a pas grand chose à voir avec le fait que les gouvernements font confiance aux États-Unis pour ne pas abuser de leur pouvoir. En revanche cela a tout à voir avec deux perceptions reliées entre elles mais distinctes cependant. L'une est la perception que le déploiement de la puissance militaire américaine selon les termes de la Stratégie de sécurité nationale est susceptible de produire, directement ou indirectement, des dangers beaucoup plus importants pour le reste du monde que la menace terroriste contre laquelle elle est manifestement dirigée. Selon les termes de Tilly, c'est là la perception que le gouvernement américain se comporte au plan mondial comme un racketteur qui produit à la fois le danger

---

et, moyennant finances, la protection contre ce danger. L'autre perception est au moins aussi importante que la première, moins générale mais assez répandue, et elle veut que les coûts et les risques de soutenir la politique américaine soient plus grands que ceux de ne pas la soutenir. D'après Tilly, il s'agit de la perception selon laquelle la protection contre les racketteurs locaux que les États-Unis offrent n'est ni fiable ni peu coûteuse.

Les vicissitudes de la Guerre contre le terrorisme ont validé ces perceptions beaucoup plus vite que tout ce que les gouvernements quels qu'ils soient ont pu craindre ou espérer. Comme les événements le prouvent tous les jours, la machine de guerre la plus sophistiquée techniquement et la plus destructrice de l'histoire n'est pas capable de fournir une protection minimale « *dans le coin* ». Les caïds locaux, en utilisant des moyens violents primitifs en comparaison, mais en ayant une meilleure connaissance sociologique de l'endroit, semblent capables de contenir les prétentions du caïd mondial à offrir une meilleure protection sur leur terrain. En fait, ils semblent capables de le forcer à concentrer ses énergies à se protéger lui-même, montrant ainsi clairement son incapacité à protéger qui que ce soit d'autre. Le caïd global peut, bien entendu, sous-traiter la protection aux caïds locaux. Mais cela pourrait réduire les ressources que le caïd mondial peut retirer localement ou miner sa crédibilité quant à sa capacité de fournir une protection partout où il décide de le faire.

Ainsi, deux ans après l'éviction du régime taliban, le directeur exécutif du bureau des Nations Unies sur les drogues et le crime écrit qu'il y a « *un risque palpable que l'Afghanistan redevienne un État manqué, cette fois entre les mains des cartels de drogue et des narco-terroristes* ». En 2001, après que les Taliban aient interdit la production d'opium, la production annuelle avait chuté de 185 tonnes métriques. Mais en 2003, cette production que les Nations Unies estiment à 3 600 tonnes devrait être la deuxième plus importante dans l'histoire du

pays et devrait compter pour 75 % du pavot utilisé pour les narcotiques dans le monde. « *La production équivaut à deux fois le budget annuel du gouvernement afghan* », remarque Nicholas Kristof, « *et l'essentiel des profits servira à soutenir les seigneurs de la guerre et les Taliban* ». Il n'est pas étonnant que le représentant d'un groupe d'aide américain qui a travaillé 15 ans en Afghanistan ait l'impression « *que nous n'avons jamais connu l'insécurité que nous vivons actuellement* » (Kristof 2003).

En Irak — où le besoin de tirer des ressources pour soutenir la stratégie de ralentissement de la crise économique en utilisant la puissance militaire rend le fait de fournir une protection beaucoup plus impératif qu'en Afghanistan — la situation évolue dans la même direction, ou même pire. Comme un fonctionnaire britannique l'a déclaré à *The Observer*, la coalition dirigée par les États-Unis ne fait plus face à une « *organisation monolithique dotée d'un commandement bien défini, [avec lequel] il serait beaucoup plus facile... d'avoir affaire* ». Au lieu de cela, elle fait face « *à de nombreux petits groupes ayant des objectifs différents* ». Selon un ancien colonel des services de sécurité irakiens, certains personnages qui sont impliqués « *sont des criminels avec lesquels, dans d'autres circonstances, personne n'aurait affaire* ». Mais la plupart sont engagés « *pour des raisons religieuses et nationalistes* ». Ceci facilite le recrutement et la mobilisation du soutien, non seulement au plan local mais aussi dans les rangs des musulmans à l'étranger (Beaumont et Graham 2003).

Bien que l'Iraq ne soit pas un autre Vietnam et que nous soyons en 2003 et pas en 1968, l'emploi de plus en plus fréquent d'images comme « *bourbier* », « *usure* », « *manque de crédibilité* », « *iraquification* », etc., font que « *certains pans du débat actuel semblent être consacrés au moins autant au Vietnam qu'à l'Iraq* » (Whitney 2003). Comme le sénateur John McCain l'a fait remarquer, contrairement à ce que bien des gens ont pu penser, la victoire lors de la première Guerre du Golfe « *n'a pas mis fin à l'impact du syndrome du Vietnam*

---

*sur la conscience nationale [américaine] ». D'après lui, la raison en est que Saddam Hussein n'a pas été évincé du pouvoir (cité dans Whitney 2003). Et pourtant l'éviction du pouvoir de Hussein est dorénavant en train de rendre le syndrome du Vietnam plus visible qu'il ne l'a jamais été dans les vingt dernières années. C'est probablement pour cette raison qu'en novembre 2003 l'administration Bush a tout à coup changé d'idée par rapport à ce qu'elle avait d'abord prévu, c'est-à-dire contrôler à elle seule l'Iraq post-Hussein. Commentant ce revirement, un éditorial du *New York Times* établit cette « dure vérité » qu'il n'y a pas de stratégie alléchante pour les États-Unis en Iraq. « L'administration Bush aimerait certainement être capable de retirer ses troupes de la ligne de feu... Cependant un retrait américain précipité sans geste de soumission disciplinée envers les Nations Unies laisserait le champ libre en Iraq au mélange même de désordres et de terrorisme que la Maison blanche a voulu prévenir en déclenchant cette guerre » (*The New York Times* 2003).*

Le « geste de soumission disciplinée envers les Nations Unies » réclamé par le *New York Times* n'est pas très facile à mettre en pratique non plus. Du point de vue de l'administration Bush, cela entraînerait une reconnaissance plus ou moins ouverte de l'échec du *Projet pour le nouveau siècle des États-Unis* (*The Project for the New American Century*) de la Stratégie de sécurité nationale de 2002, et de l'assertion qui sous-tend les deux, à savoir que les États-Unis pourraient effectivement utiliser leur puissance militaire pour freiner le déclin économique. Cela impliquerait aussi un retour fondamental à une position moins enviable dans le monde politique, ce qui pour le moment semble être complètement hors champ dans l'esprit non seulement des idéologues mais aussi des pragmatistes au sein de l'administration.

Ce problème est complexifié par la répugnance généralisée parmi les autres États à consacrer les ressources nécessaires pour sortir les États-Unis du borbier iraquien. Assurément,

nombreux sont les critiques étrangers de la guerre américaine contre l'Iraq – y compris les Français si vilipendés – qui n'ont pas trouvé à se réjouir tant que cela de la situation difficile dans laquelle se trouvent les États-Unis. Selon l'expression d'un conseiller chevronné de l'Institut français des relations internationales, la situation actuelle « a donné un sens nouveau à la formule « *Quand l'Amérique éternue, c'est le monde entier qui s'enrhume* ».

Quand les États-Unis se retrouvent enlisés à l'étranger, c'est un grand défi pour le reste du monde. Si l'Amérique se contentait de se retirer aujourd'hui, les autres pays se retrouveraient dans l'étrange position de devoir faire pression sur les Américains pour qu'ils restent, alors qu'ils les avaient suppliés de ne pas risquer l'invasion sans la résolution des Nations Unies. Dans la foulée d'un retrait rapide, le centre des préoccupations internationales passerait rapidement des périls de la domination mondiale des États-Unis aux dangers d'un monde privé de leur engagement international. Le problème est le suivant : si la stratégie actuelle ne marche pas vraiment en Iraq, il n'y a pas d'alternative convaincante. Il est peu vraisemblable qu'envoyer d'autres troupes américaines ou passer le pouvoir aux Iraquiens change grand chose. L'Amérique est dans le pétrin, mais nous aussi (Moisi 2003).

Si on laisse de côté pour le moment la question de savoir s'il n'y a vraiment pas d'alternative convaincante à l'occupation américaine en Iraq, un raisonnement proche de ce qui précède a probablement été à l'origine de la résolution unanime du Conseil de sécurité des Nations Unies du 16 octobre 2003 qui a fourni à l'occupation dirigée par les Américains une certaine légitimité juridique et a appelé les gouvernements à mettre la main à la pâte. La légitimité juridique en tant que telle n'était cependant pas ce que cherchaient les États-Unis. Cette légitimité était plutôt d'abord, si ce n'est exclusivement, un moyen de trouver des ressources auprès d'autres gouvernements pour couvrir les coûts humains et financiers toujours croissants de l'occupation de l'Iraq. En fait, la principale raison d'accélérer le passage de la résolution dans les instances du Conseil de sécurité était d'assurer le succès de la

---

« conférence des donateurs » que les États-Unis avaient convoquée à Madrid pour la semaine suivante. Et ce sont précisément les piètres résultats de cette conférence qui donne la bonne mesure de l'incapacité des États-Unis à soutenir des redevances de protection à la mesure des coûts engagés et cela, même auprès de ses meilleurs clients.

Malgré la tentative de Colin Powell de faire bonne figure en affirmant que la conférence avait été un succès, son résultat le plus évident fut qu'il obtint bien peu en regard de ses attentes, et spécialement en regard de ce que les États-Unis avaient obtenu pour la Guerre du Golfe en 1991. Les donations véritables (c'est-à-dire les subventions) représentent moins d'un huitième des 36 milliards de dollars américains visés et bien moins du quart des 20 millions de l'engagement américain. Ces maigres résultats sont d'autant plus frappants si on considère le fait que, pour encourager la générosité, trois jours avant la conférence, les États-Unis avaient accepté à contrecœur de mettre sur pied un fonds géré de façon indépendante par la Banque mondiale.

*« Nous avons dû agir car la communauté internationale nous donnait des réponses évasives sur leur aide »* déclara un fonctionnaire américain qui poursuivit en citant la déclaration de Paul Bremer, administrateur en chef des États-Unis en Iraq : *« J'ai tellement besoin d'argent que nous avons dû abandonner notre opposition de principe à ce que la communauté internationale assume la responsabilité »* (Docena 2003 ; Weisman 2003).

La différence par rapport au financement de la Guerre du Golfe de 1991 est encore plus révélatrice que le contraste entre la réalité et les attentes. Un des aspects les plus frappants de la Guerre du Golfe de 1991, c'est la manière dont les États-Unis sont arrivés à convaincre les autres pays – et plus particulièrement le Japon, l'Allemagne et l'Arabie saoudite – de payer complètement pour la guerre (voir entre autres Hobsbawm 1994, p. 242). Un des traits les plus frappants de la

Guerre contre l'Iraq, à l'inverse, est de voir à quel point les autres pays ont réussi à laisser porter tout le fardeau aux États-Unis. L'Allemagne et l'Arabie saoudite n'ont pratiquement rien donné – la moitié des 100 millions de dollars que l'Allemagne a promis à Madrid constituant sa part de la modeste contribution de l'Union européenne. Mais même le milliard et demi promis par le Japon – de loin l'engagement le plus important de la conférence de Madrid – est bien maigre en comparaison de ce que ce pays a payé pour la Guerre du Golfe de 1991, une somme au moins quatre fois plus importante en termes nominaux (c'est-à-dire en dollars courants) et encore beaucoup plus en termes réels. Même si les dangers contre lesquels les États-Unis offrent leur protection sont au moins aussi grands qu'il y a douze ans, le prix que même les meilleurs clients sont disposés à payer pour cette protection s'est brusquement réduit.

Ce repli sévère est en partie dû à la perception que la protection des États-Unis est devenue contre-productive, soit parce que les États-Unis pressurent certains de leurs clients puis les laissent exposés à des dangers encore plus grands que ceux contre lesquels ils ont été protégés – comme dans le cas de l'Arabie saoudite ; soit parce que l'on craint que les actions des États-Unis provoquent des dangers à long terme encore plus grands que les dangers actuels contre lesquels ils offrent leur protection – comme cela a probablement été le cas pour l'Allemagne. Cependant, le repli sévère du prix que même les meilleurs clients sont disposés à payer pour la protection des États-Unis est dû en partie à la perception que la nécessité de payer un tribut aux États-Unis est moins forte qu'elle ne l'était il y a douze ans. Cette perception est beaucoup plus répandue que ne le laisse supposer le respect rituel que l'on paye encore à la puissance américaine. Mais c'est probablement plus important dans le cas du Japon et des autres clients des États-Unis dans la région de l'Asie de l'est.

---

Jusqu'à très récemment, bien des États de la région voyaient encore la protection des États-Unis comme essentielle pour contrer la menace, réelle ou imaginaire, que la République populaire de Chine représentait pour leur sécurité. Aujourd'hui en revanche, la République populaire de Chine n'est plus perçue comme une menace sérieuse, et même si cette menace refaisait surface, la protection des États-Unis est perçue comme peu fiable. De plus, la capacité des États-Unis de percevoir des redevances de protection auprès de ses clients de l'Asie de l'est s'est restreinte sous l'action combinée de la dépendance croissante des États-Unis par rapport à l'argent venant de l'Asie de l'est pour financer son énorme déficit actuel et de la dépendance réduite des pays de l'Asie de l'est par rapport au marché américain. Ce n'est pas seulement que la Chine est perçue comme étant moins menaçante pour la sécurité de ses voisins. Il est tout aussi significatif qu'elle est perçue de plus en plus comme pouvant être une alternative à une dépendance excessive par rapport au marché américain (Perlez 2003b).

## **V. Renverser les échelles de la turbulence mondiale**

Si l'on revient maintenant aux questions soulevées dans *The Long Twentieth Century* et dans *Chaos and Governance*, trois conclusions majeures ressortent de l'analyse des tendances récentes. D'abord, comme les deux ouvrages l'envisagent, la *belle époque* des États-Unis semble toucher à sa fin et l'hégémonie des États-Unis sur le monde a probablement connu sa crise ultime. Les États-Unis restent et de loin l'État le plus puissant mais sa relation avec le reste du monde se définit bien comme étant un rapport de domination sans hégémonie.

Deuxièmement, comme il est indiqué dans *Chaos and Governance*, la crise ultime de l'hégémonie des États-Unis — si on admet que c'est à cela que nous assistons en ce moment — n'a pas été provoquée par l'émergence de nouveaux pou-

voirs offensifs mais par la résistance des États-Unis au compromis et à l'adaptation. Les efforts des États-Unis pour décrire l'Iraq de Saddam Hussein comme un nouveau pouvoir agressif n'a jamais été très crédible, tandis que la Stratégie de sécurité nationale adoptée par l'administration Bush en septembre 2002 est une forme beaucoup plus extrême de leur résistance au compromis et à l'adaptation que tout ce qui a été envisagé dans *The Long Twentieth Century* ou dans *Chaos and Governance*. Dans une mesure bien plus vaste que dans les transitions passées de l'hégémonie, la crise ultime de l'hégémonie des États-Unis a représenté un cas de « suicide » (de tentative de suicide) d'une grande puissance.

Troisièmement, une assertion comme celle de Moïsi à l'effet que « les États-Unis sont dans le pétrin, mais nous aussi » peut être considérée comme un symptôme de l'émergence d'une situation de chaos du système. Il n'est cependant pas clair du tout si cette situation constitue un état permanent — comme dans l'un des trois scénarios possibles envisagés dans *The Long Twentieth Century* — ou s'il s'agit d'un état transitoire — comme dans les transitions passées qui sont analysées dans *Chaos and Governance* — ou encore un état bien moins sévère et durable qu'au cours des transitions précédentes. Les tendances au chaos du système sont contrebalancées de façon particulièrement importante par la consolidation de la renaissance économique de l'Asie de l'est grâce à l'émergence de la Chine qui en est le centre le plus dynamique — une tendance qui a été renforcée et non affaiblie par la résistance des États-Unis au compromis et à l'adaptation.

Ces conclusions ne changent pas fondamentalement les trois scénarios post-hégémonie américaine qui ont été envisagés à la fin de *The Long Twentieth Century*. Chacun de ces trois scénarios demeure une vraisemblable possibilité historique. Il est exact que le projet d'empire mondial est en ce moment en pleine crise grave. Le projet qui est en crise, cependant, n'est pas celui qui est envisagé dans *The Long Twentieth Century*.

---

L'empire mondial envisagé dans *The Long Twentieth Century* comme possible scénario de post-hégémonie américaine était une construction *collective* des pays occidentaux. L'idée que les États-Unis s'engageraient dans une telle construction quasiment seuls, en opposition avec le noyau politique et économique de l'Union européenne, était jugé trop irréaliste pour être considérée. Bien qu'elle ne soit pas surprenante, la crise qui accompagne cette ligne de conduite irréaliste n'exclut pas la possibilité qu'une alliance occidentale reconstituée ne s'engage dans le projet d'empire multilatéral plus réaliste envisagé dans *The Long Twentieth Century*. En fait, l'échec même du projet unilatéral américain peut créer des conditions plus favorables à un tel engagement à la fois des États-Unis et de l'Europe de l'ouest.

Tandis qu'un empire universel dominé par l'Occident reste une possibilité historique, une société de marché mondial centrée sur l'Asie de l'est paraît aujourd'hui comme un résultat beaucoup plus probable qu'il y a dix ans des transformations en cours de l'économie politique mondiale.

Les changements les plus importants sont la stupéfiante expansion économique de la Chine au cours de la crise de 1997-98 en Asie de l'est, la dissipation du mirage de la nouvelle économie et la crise du projet impérial unilatéral des États-Unis. Selon la mise en garde que nous faisons dans *Chaos and Governance*, une expansion économique rapide de ce type est vouée à connaître ponctuellement ces crises qui caractérisent les centres économiques émergents. Savoir si une ou de telle(s) crise(s) mineront ou éventuellement consolideront l'expansion économique régionale reste une question ouverte. De plus, il y a encore peu de signes qui indiquent que les élites de l'Asie de l'est, y compris les élites chinoises, sont prêtes à assumer la tâche de trouver une voie de développement régional et mondial qui serait moins destructrice sur le plan de l'écologie et plus viable sur le plan sociologique que

celle que les États-Unis ont défendue et qui est aujourd'hui dans l'impasse.

Nonobstant ces quelques réserves, la Chine apparaît déjà comme le substitut potentiel des États-Unis en tant que marché central de l'économie régionale de l'Asie de l'est et au-delà. Comme on l'a remarqué précédemment, la Chine est en train de rattraper les États-Unis en tant que partenaire commercial le plus important de la région de l'Asie de l'est. Mais son importance relative par rapport aux États-Unis s'accroît aussi rapidement en dehors de cette région. L'Union européenne, par exemple, prévoit qu'autour de 2010 la Chine dépassera les États-Unis pour devenir son plus important partenaire commercial. Un ancien économiste en chef de Merrill Lynch considère que la Chine joue déjà le rôle de « locomotive mondiale » avec les États-Unis. De même, Nicholas Lardy ne voit personne qui puisse concurrencer les Chinois en tant que « partenaires commerciaux mondiaux ». *« Ils ont été de grands meneurs de l'expansion commerciale globale et ont représenté une force importante qui a facilité le redressement »* (Pine 2003).

Il est au moins aussi important de constater que la Chine commence à éclipser les États-Unis quand il s'agit de promouvoir la libéralisation du commerce multilatéral. Sur le plan régional, elle a cherché à intégrer l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) en adhérant à un Traité d'amitié et de coopération tout en cherchant simultanément à nouer des liens économiques avec le Japon, la Corée du sud et l'Inde. Sur le plan mondial, elle s'est jointe au Brésil et à l'Inde pour diriger l'attaque des pays du Sud, lors de la réunion de l'OMC à Cancun en 2003, qui visait à contrer la pratique des pays du Nord consistant à imposer l'ouverture des marchés du Sud tout en restant farouchement protectionnistes dans les domaines de production où les pays du Sud possèdent les avantages comparés les plus importants, d'abord et surtout dans le domaine de l'agriculture. La position de la

---

Chine se démarque considérablement de celle des États-Unis, apparue à Cancun, qui ont abandonné les négociations de commerce multilatéral au profit d'accords bilatéraux de libre-échange ayant pour but de briser l'alliance entre pays du Sud, ou de trouver des appuis pour la guerre au terrorisme de l'administration Bush (Smith et Cooper 2003 ; Kwa 2003).

Une société de marché mondial centrée sur l'Asie de l'est paraît donc être un scénario de post-hégémonie américaine beaucoup plus probable aujourd'hui qu'il y a dix ou même cinq ans. Cette plus grande probabilité, cependant, n'écarte pas complètement l'un ou l'autre des deux scénarios alternatifs envisagés dans *The Long Twentieth Century*. Au contraire, le succès même de l'Asie de l'est sous l'égide de la Chine à recentrer sur elle-même l'économie politique mondiale et à fournir à l'ensemble du Sud une alternative plus équitable à la domination continue de l'Occident pourrait fort bien devenir le catalyseur d'une nouvelle cohésion des pays occidentaux à la recherche d'un empire universel dominé par eux. Et cette réaction, à son tour, pourrait réussir ou aboutir à plonger le monde dans une période de chaos grave et prolongé du système, avec ou sans lumière au bout du tunnel.

À cet égard, ce qui est avancé dans *Chaos and Governance* reste vrai en ce qui concerne les forces sociales qui sont susceptibles de jouer un rôle beaucoup plus décisif que jamais auparavant dans la définition à la fois de la transition de l'hégémonie qui est en cours et de son aboutissement ultime (et encore inconnu). Comme Beverly Silver (2004) l'a fait remarquer, les manifestations de masse contre la guerre en février 2003 — « les plus grandes manifestations de l'histoire du monde », selon certains observateurs — apparaissent « comme une reconnaissance presque intuitive de la part des gens dans le monde entier (y compris de bien des gens aux États-Unis) que ce qui ressemble à un nouveau projet impérial américain risque fort d'accélérer le chaos à l'échelle du monde ». Cette manifestation transnationale sans précédent du sentiment anti-guerre de la

population n'est pas parvenue à remplir son objectif immédiat d'empêcher la guerre contre l'Iraq. Et pourtant, comme le note Gary Younge, elle a eu un impact durable sur la manière dont les élites et les gouvernements du monde en sont arrivés à percevoir la guerre et ses suites.

D'abord, le mouvement anti-guerre a eu un impact décisif sur le fait d'exposer les raisons absurdes de l'attaque en Iraq... Ni Bush ni Blair ne se seraient souciés d'essayer de convaincre les Nations unies de donner leur bénédiction, n'eût été cette pression exercée sur eux. Le fait qu'ils n'aient pas réussi à révéler cette guerre pour ce qu'elle était — un acte criminel de violence militaire perpétré expressément contre la volonté générale. Les implications de ce dévoilement sont tout sauf abstraites. Cela explique la réticence des autres nations à dispenser les États-Unis d'effacer leurs propres erreurs et cela fait que Blair et Bush se sont retrouvés isolés sur la scène internationale. Cela a contribué considérablement au climat critique provoqué par la commission Hutton et au vacarme autour des commentaires trompeurs de Bush dans son discours de l'Union. Le mouvement anti-guerre a fait réélire le chancelier allemand Gerhard Schröder et a poussé le centre de gravité des élections primaires des Démocrates vers des positions [anti-guerre]... Il est vrai que rien de tout cela n'a sauvé de vies iraqiennes. Mais avec la baisse de la cote de popularité de Bush et Blair, cela pourrait mettre à l'abri les Iraniens, les Nord-Coréens ou qui que ce soit d'autre qu'ils prétendent viser par leurs bombes (Younge 2003).

De plus, la perception du mouvement anti-guerre à propos de la Guerre au Terrorisme s'est avérée juste. Il prétendait que *« les bombardements n'élimineraient pas le terrorisme – les atrocités de Bali, Jakarta et Mombasa l'ont montré – mais alimenteraient le ressentiment qui fabriquerait d'autres terroristes ; et l'Iraq est une menace beaucoup plus importante pour la sécurité du monde qu'il y a six mois »*. Il prétendait que *« la guerre était une mauvaise idée, même si Saddam disposait vraiment d'armes de destruction massive – avec le temps nécessaire, les inspecteurs les auraient trouvées. Les nouvelles à l'effet qu'il n'en avait pas fait voler la dernière feuille de vigne et laisse les empereurs nus »*. Pas un seul sondage au niveau national, y compris aux États-Unis, n'a été en faveur d'une guerre menée par les États-Unis sans

---

le soutien de l'ONU. Ce qui s'est passé « a révélé la crise mondiale de la légitimité démocratique » (Younge 2003) .

En bref, n'en déplaise à Stinchcombe, même au niveau du système mondial, la légitimité de ceux qui ont le pouvoir ne dépend pas seulement de façon critique de l'assentiment des autres détenteurs de pouvoir, mais aussi de l'assentiment de ceux sur qui le pouvoir est exercé. À vrai dire, l'impact de l'accord ou du désaccord des gouvernés est médiatisé et filtré par les perceptions et les actions des détenteurs du pouvoir. Mais au moins, dans le cas qui nous intéresse, la médiation et le filtrage n'ont pas empêché le désaccord des gouvernés de rendre beaucoup plus difficile pour les États-Unis de s'embarquer dans de nouvelles guerres dans le but de freiner le déclin économique. En fait, pour revenir à la question que nous avons laissée ouverte à la fin de *Chaos and Governance*, les manifestations anti-guerre de 2003 sont de bon augure quant à la possibilité que les mouvements sociaux agissent préventivement pour maîtriser le chaos du système, au lieu de suivre et d'être influencés par l'escalade de la violence, comme cela fut le cas par le passé dans les périodes de transition de l'hégémonie.

### **Bibliographie**

Arrighi, Giovanni. 1994. *The Long Twentieth Century: Money, Power and the Origins of Our Times*. London : Verso.

Arrighi, Giovanni. 2003. "The Social and Political Economy of Global Turbulence." *New Left Review* II/20 (March-April) : 5-71.

Arrighi, Giovanni, Takeshi Hamashita and Mark Selden, eds. 2003. *The Resurgence of East Asia. 500, 150 and 50 Year Perspectives*. London and New York : Routledge.

Arrighi, Giovanni and Beverly J. Silver. 1999. *Chaos and Governance in the Modern World System*. Minneapolis, MN : University of Minnesota Press.

- Arrighi, Giovanni, Beverly J. Silver and Benjamin Brewer. 2003. "Industrial Convergence and the Persistence of the North-South Divide." *Studies in Comparative International Development* 38(1) : 3-31.
- Beaumont, Peter and Patrick Graham. 2003. "Rebel War Spirals Out of Control as US Intelligence Loses the Plot." *The Observer*, November 2.
- Benigno, Francesco. 2003. "Braudel in America ovvero le radici lunghe del presente." *Contemporanea* 6 (3) : 554-8.
- Bond, Brian, ed. 1967. *Victorian Military Campaigns*. London, Hutchinson.
- Calleo, David. 1987. *Beyond American Hegemony: The Future of the Western Alliance*. New York : Basic Books.
- de Cecco, Marcello. 1984. *The International Gold Standard: Money and Empire*. 2nd ed. New York, St. Martin's Press.
- Denny, Charlotte. 2003. "Trap a Dragon, Mr. Bush, and Lose and Election." *The Guardian*, November 3.
- Deti, Tommaso. 2003. "L'avventura di ripensare il passato." *Contemporanea* 6 (3): 549-53.
- Docena, Herbert. 2003. "Madrid's Donor's Conference: The Pending Bonanza." *Focus on Trade* 94 (November), <[N.Bullard@focusweb.org](mailto:N.Bullard@focusweb.org)>
- Ferguson, Niall. 2003. "The True Cost of Hegemony." *The New York Times*, April 20, <[www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)>
- Fingleton, Eamonn. 2001. "Quibble All You Like, Japan Still Looks Like a Strong Winner." *International Herald Tribune*, January 2, p.6.
- Giddens, Anthony. 1987. *The Nation-State and Violence*. Berkeley : University of California Press.
- Gramsci, Antonio, *Cahiers de prison*, Bibliothèque de philosophie, Gallimard, Paris 1996.
- Guha, Ranajit. 1992. "Dominance Without Hegemony and Its Historiography." In R. Gupta, ed. *Subaltern Studies IV*, 210-305. New York: Oxford Univ. Press.
- Harding, James and Peter Spiegel. 2003. "Beijing Looms Large in the White House's Defence Strategy." *The Financial Times* (London Edition), October 17, p. 19.

- 
- Hardt, M. et A. Negri, *Empire*, traduit par Denis-Armand Canal, Exils éditeur, Paris 2000.
- Harvey, David. *The New Imperialism*. Oxford: Oxford University Press.
- Hobsbawm, Eric J. 1994. *The Age of Extremes: A History of the World, 1914-1991*. New York, Vintage.
- Ignatius, David. 2003. "Fiddling While the Dollar Drops." *The Washington Post*, December 5, <[www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com)>
- Kristof, Nicholas D. 2003. "A Scary Afghan Road." *The New York Times*, November 15, <[www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)>
- Kwa, Aileen. 2003. "The Post-Cancun Backlash and Seven Strategies to Keep the WTO Off the Tracks." *Focus on Trade* 95 (November), <[N.Bullard@focusweb.org](mailto:N.Bullard@focusweb.org)>
- Lobe, Jim. 2003. "Foreign Policy Experts Target U.S. 'Empire-Building.'" <[www.OneWorld.net](http://www.OneWorld.net)> October 17.
- Maione, Giuseppe. 2003. "Fragilita' dei modelli e profezie smentite." *Contemporanea* 6 (3): 562-7.
- Major, Tony and Christopher Swann. 2003. "Euro Highs Spark Fears for Exports." *The Financial Times* (London Edition), October 8, p. 1.
- Moisi, Dominique. 2003. "The World Is Trapped in the Iraqi Quagmire." *The Financial Times* (London Edition), November 14, p. 21.
- The New York Times. 2003. "America's Iraq Policy in Crisis." *International Herald Tribune*, November 14, <[www.iht.com](http://www.iht.com)>
- Pan, Philip P. 2003. "China's Improving Image Challenges U.S. in Asia." *The Washington Post*, November 15, <[www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com)>
- Perlez, Jane. 2003a. "Asian Leaders Find China a More Cordial Neighbour." *The New York Times*, October 18, p.A1.
- Perlez, Jane. 2003b. "With U.S. Busy, China Is Romping with Neighbors." *The New York Times*, December 3, <[www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)>
- Pine, Art. 2003. "The World's New Import Power." *International Herald Tribune*, November 3, <[www.iht.com](http://www.iht.com)>

- Raspberry, William. 2003. "The Iraqi Monkey Trap." *The Washington Post*, October 20, <[www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com)>
- Silver, Beverly J. 2003. *Forces of Labor. Workers' Movements and Globalization Since 1870*. Cambridge and New York : Cambridge University Press.
- Silver, Beverly J. 2004. "Labor, War and World Politics: Contemporary Dynamics in World-Historical Perspective." In B. Unfried, M. Van der Linden and C. Schindler, eds., *Labour and New Social Movements in a Globalizing World System*. Leipzig : Akademische Verlaganstalt, in press.
- Smith, Russell L. and Caroline G. Cooper. 2003. "The US and Economic Stability in Asia." *Asia Times Online*, December 6, <[www.atimes.com](http://www.atimes.com)>
- Sperling, Gene. 2003. "U.S. and China Are on a Collision Course." *International Herald Tribune*, November 4, <[www.iht.com](http://www.iht.com)>
- Stinchcombe, Arthur L. 1968. *Constructing Social Theories*. New York : Harcourt, Brace & World.
- Tilly, Charles. 1985. "War Making and State Making as Organized Crime." In P.B. Evans, D. Rueschemeyer, and T. Skocpol, eds., *Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Tomlinson, B. R. 1975. "India and the British Empire, 1880-1935." *The Indian Economic and Social History Review* XII, 4 : 337-80.
- Whitney, Craig R. 2003. "Watching Iraq, and Seeing Vietnam." *The New York Times*, November 9, <[www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)>
- Weisman, Steven R. 2003. "U.S. Set to Cede Part of Control Over Aid to Iraq." *The New York Times*, October 20, <[www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)>
- Wolf, Martin. 2003. "A Very Dangerous Game." *The Financial Times*, September 30, <[www.FT.com](http://www.FT.com)>
- World Bank. 1984. *World Tables*. Vols. 1 & 2. Washington D.C. : World Bank.
- World Bank. 2002. *World Development Indicators*. CD-ROM. Washington, D.C. : World Bank.
- Younge, Gary. 2003. "For Better-Or Worse." *The Guardian*, October 6.